

## Délégation "Modes de vie, comportements sociaux"

---

31 août 2010



### Contribution de Jacques BROUARD

#### **Quand la peur est souvent mauvaise conseillère dans l'action humaine**

Réflexion par rapport à un été idéologiquement pourri

De quel "appel d'air" a-t-on donc peur quand il s'agit d'accueil des étrangers, plus particulièrement des 15000 Roms du territoire français ou...du millier de l'agglomération nantaise ?

Le temps étant de l'argent... Tout s'accélère.

La mondialisation économique se réalise à très grande vitesse : des marchandises produites souvent à bas prix et à très forte exploitation des plus pauvres nous arrivent en abondance pour, entre autres, contenir les salariés européens dans leurs légitimes exigences de maintien de pouvoir d'achat.

Parallèlement la mondialisation financière et la dérégulation libérale qui l'accompagne contribuent à déresponsabiliser et déshumaniser les relations employeurs-employés, le pouvoir devenant impalpable, insaisissable et fuyant. Et finalement depuis près de 40 ans maintenant le chômage de masse pèse sur le marché du travail dans la plupart des pays européens, créant ainsi une atmosphère de "dépression" et de doute sur la force et l'efficacité du politique mais aussi de tout mouvement social...

Dans ce contexte d'incertitude sociale et de "détricotage" des anciennes appartenances, il est facile et tentant pour les responsables de botter en touche ou —plus grave— de jouer sur les sentiments d'insécurité et de peur pour désigner ici ou là à la vindicte populaire des groupes entiers de personnes qui seraient la cause de nos maux... Et ceci à grand renfort de médiatisation de quelques faits divers.

Pourtant, en pleine période de guerre, alors que tout était à construire ou reconstruire, des gens avaient ressenti un double défi à relever dans l'appel du général de Gaulle : non seulement lutter contre l'envahisseur mais, au-delà, construire une France de liberté, d'égalité et de fraternité. Ensemble ils ont élaboré un programme qui établissait les bases de notre société et de notre économie d'après-guerre. Parce que ces hommes avaient l'esprit de résistance et parce qu'ils n'avaient pas peur, ils ont ainsi contribué à créer puis développer un appel d'air fort et sain : celui du dépassement du sauve-qui-peut individualiste, celui de la lutte concrète contre les abus de la propriété privée quand elle contrarie l'intérêt général, celui

enfin de la solidarité, de la sécurité sociale et de la création d'un espace européen de paix pour tous les citoyens.

Aujourd'hui nous ne sommes pourtant pas en guerre mais nous manquons vraiment d'un tel appel d'air frais et sain !

A quoi servent en effet les belles incantations aux droits de l'homme si nous ne sommes pas capables à tous les niveaux de nos collectivités locales et étatiques de prendre en compte les situations extrêmes d'exclusion sur notre territoire ? Face aux situations difficiles que connaissent certaines personnes, il nous faut avant tout refuser d'affronter les personnes elles-mêmes comme des "problèmes en soi" qu'il faudrait tout simplement —et pour cause— éliminer, mais au contraire considérer les difficultés que vivent ces personnes comme un appel à inventer de nouvelles solidarités, ces personnes ayant —quoiqu'on en dise— droit comme tout être humain à la vie, à la santé, à la vie familiale, au travail rémunéré, etc.

Qui d'entre nous en effet, ayant son enfant, son père, sa mère ou son épouse atteints d'une maladie incurable en France —mais qu'il saurait pouvoir être guérie en Suisse par exemple— n'essaierait pas par tous les moyens de les sauver ? Ce qui est vrai de la santé l'est aussi du respect et de la dignité : qui d'entre nous —étant rejeté collectivement par la majorité de sa population nationale— ne serait pas tenté de chercher sous d'autres cieux le respect et la dignité auquel il a droit ?

Mes propos pourraient être taxés d'idéalisme, voire d'angélisme... C'est sans voir que déjà ici et maintenant, de manière pragmatique des hommes et des femmes ont déjà la force et la volonté d'affronter ces situations difficiles pour, ensemble, en concertation avec les personnes concernées, inventer des réponses concrètes et engageantes pour tous dans toutes les composantes de la vie citoyenne.

Cela prend par exemple la forme comme à Sainte Luce sur Loire d'une association Loi 1901 "Soleil Roms" qui s'est donné comme objectif d'accompagner et d'accueillir une dizaine de familles Roms avec l'aide de la municipalité. Cela s'est déjà réalisé et pourrait se reproduire dans de nombreuses communes de France.

Mais cela n'est évidemment pas facile et le plus grand risque d'échec à l'heure actuelle c'est que les expulsions réalisées **sans alternative solidaire** dans d'autres communes voisines mettent en péril ces initiatives qui n'ont finalement de sens et de solidité que si elles sont partagées par le plus grand nombre de nos concitoyens.

Bien entendu cet effort, qu'il faudrait développer en direction des Roms —**et qui est très bien analysé dans le rapport du collectif Romeurope qui vient d'être publié\***— n'est surtout pas contradictoire avec une politique sociale ambitieuse par rapport à toutes les situations de discriminations violentes vécues par nos concitoyens français (nomadisme, chômage, handicap, racisme, sexisme, etc.). Au contraire il s'y intègre totalement en lui donnant tout son sens.

Cette politique sociale ambitieuse serait-elle si irréaliste que cela dans le contexte actuel ? Nos concitoyens jeunes et moins jeunes —si nous savions les "appeler" dans la partie généreuse de leur identité— ne seraient-ils pas prêts, comme en d'autres temps, à dépasser le contexte individualiste et sécuritaire ambiant pour se mobiliser, comme beaucoup déjà, dans de nouvelles solidarités partagées et retrouver ainsi le sens profond et digne de l'action politique ?

**Dans l'agglomération nantaise comme ailleurs, il ne manque certainement pas d'élus et de personnes motivées pour regarder en face la question de l'accueil des Roms (mais aussi et parallèlement des gens du voyage), puis se concerter, commune par commune, pour, ensemble, en liaison avec l'action des associations ad hoc et les populations concernées, trouver et équitablement partager les modes d'accompagnement de ces populations.**

Tout en exigeant de tous les Etats européens (et en particulier de l'Etat français) des mesures d'accompagnement et de solidarité efficaces envers la population Rom, il en va toutefois de la responsabilité et de l'honneur de nos élus locaux qu'ils organisent une telle concertation dans la communauté urbaine de Nantes et plus globalement en Loire Atlantique.

Sinon, l'appel à l'exclusion et à la vigilance sécuritaire qui marquent un peu partout la période actuelle, tant en France que dans une Europe déboussolée par rapport à ses grands idéaux, ne peut que renforcer une spirale vicieuse qu'il est non seulement difficile parfois d'arrêter mais qui gangrène comme un appel d'air nauséabond toute notre vie sociale et politique.

Sinon, le consensus de peur basé sur l'éjection facile des plus marginaux d'entre nous se retournera invariablement un jour ou l'autre contre l'humanité de tout un chacun.